

Thème 3 – Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours

Question 1 – Les chemins de la puissance

Cours 1

Les États-Unis et le monde depuis les "14 points" du Président Wilson (1918)

I La tentation d'une puissance sans engagement (1918-1945)

1. L'échec du "wilsonisme"

- Le 8 janvier 1918, le président démocrate Woodrow Wilson expose devant le Congrès américain sa vision d'un nouvel ordre mondial fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la liberté commerciale, la fin de la diplomatie secrète et la création d'une "association internationale des nations" chargée d'arbitrer les conflits. Ces "Quatorze Points" forment une doctrine nouvelle, visant à étendre au monde entier les principes sur lesquels se fonde la démocratie américaine. Ce positionnement est en rupture avec la doctrine Monroe, énoncée en 1823 et selon laquelle les États-Unis ne doivent pas s'immiscer dans les affaires européennes - ni permettre d'intervention européenne sur le continent américain.
- Cette rupture dans la diplomatie américaine s'explique par la puissance économique acquise par les États-Unis depuis la fin du XIX^e siècle. Première puissance économique au monde, ils interviennent aux côtés de l'Entente contre les Empires centraux à partir d'avril 1917 pour protéger leurs navires des attaques des sous-marins allemands et éviter les conséquences d'une possible hégémonie allemande en Europe. L'État fédéral américain mobilise alors ses ressources matérielles et humaines - propagande intense et mise en place d'une conscription permettant d'envoyer plus de deux millions d'hommes en Europe.
- Toutefois, à l'issue du conflit, les États-Unis n'ont pas l'influence diplomatique suffisante pour amener les Européens à accepter une "paix juste". L'Allemagne se voit imposer le Traité de Versailles, jugé trop dur par Wilson, bien que celui-ci ait intégré le projet d'une Société des Nations. Aux États-Unis, la politique de Wilson est vivement critiquée par les Républicains et rencontre peu d'échos dans l'opinion publique. En 1920, le Sénat américain refuse d'entériner le Traité de Versailles et donc d'adhérer à la SDN. C'est un échec personnel pour Wilson et les démocrates qui sont battus aux élections présidentielles de 1920. L'Amérique demeure majoritairement isolationniste puisque Warren Harding a largement bâti sa campagne sur le thème du "retour à la normale".

2. Un isolationnisme relatif

- Les présidents qui succèdent jusqu'en 1932 - Harding, Coolidge et Hoover - sont tous républicains et assument une politique fondée sur l'isolationnisme et même sur un certain nationalisme symbolisé par le slogan de Harding : "America First". Sur le plan économique, les États-Unis mettent en place des mesures protectionnistes et dans le

domaine de l'immigration, ils imposent des quotas afin de protéger les emplois des Américains menacés selon eux par les migrants européens. Ces politiques sont encouragées par l'importance du mouvement pacifiste qui émerge dans le pays au lendemain de la guerre et par la résurgence du nativisme qui prétend défendre les valeurs américaines menacées par l'immigration. Toutefois, cet isolationnisme assumé dans les discours ne reflète pas la réalité. Les États-Unis continuent de dominer l'Amérique latine, leur "chasse gardée", et à défendre les intérêts de leurs multinationales implantées dans le Pacifique et au Moyen-Orient. De même, ils mènent en Europe une "diplomatie du dollar", imposants à leurs débiteurs français et britanniques l'allègement des réparations imposées à l'Allemagne - plan Dawes en 1924, plan Young en 1929. Leur objectif est d'éviter un nouveau conflit européen qui gênerait leurs intérêts commerciaux. C'est pour la même raison que le secrétaire d'État Frank Kellogg signe avec le français Aristide Briand le Pacte de 1928 mettant la guerre "hors-la-loi".

- L'influence américaine en Europe s'exprime également par la diffusion d'un premier "modèle américain" fondé sur l'image d'une société de consommation et d'un pays moderne et novateur. Cette image est cependant ternie par la crise des années 1930, qui se diffuse en Europe et dans le monde. Et face à la montée des totalitarismes, le Congrès américain vote trois lois de neutralité (Neutrality Acts), entre 1935 et 1937, interdisant au pays de vendre des armes - ou des matières premières pouvant servir à l'industrie d'armement - et de consentir des prêts à d'éventuels États belligérants. Parce qu'il doit faire face à la crise économique, le président démocrate Franklin D. Roosevelt doit donc adopter la même politique isolationniste que ses prédécesseurs.

3. Le tournant de la Seconde Guerre mondiale

- Dès 1937 et l'invasion de la Chine par le Japon, le président Roosevelt met en garde les Américains contre la menace que fait peser l'Axe sur la paix et la stabilité. L'expansionnisme japonais menace les intérêts américains dans le Pacifique et l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie menacent la stabilité mondiale. Toutefois, le président américain doit composer avec une opinion publique isolationniste dans son écrasante majorité - 95% des Américains s'affirment isolationnistes d'après un sondage de 1937. Les convictions de Roosevelt sont pourtant confortées par son hostilité aux régimes totalitaires ou dictatoriaux.
- Dès le déclenchement du conflit, en 1939, le président américain convainc le Congrès d'accepter la vente d'armes à la France et au Royaume-Uni, sous certaines conditions. La défaite de la France en 1940 surprend l'opinion américaine et Roosevelt peut se permettre d'affirmer après sa réélection de novembre 1940 que les États-Unis doivent être "l'arsenal des démocraties". Le 11 mars 1941, une nouvelle étape est franchie avec l'adoption de la loi dite "Lend Lease" ou "prêt-bail" qui autorise les États-Unis à prêter de l'armement à tout pays dont la défense est nécessaire à la sécurité des États-Unis. Cette loi permet de fournir des armes au Royaume-Uni, resté seul en guerre contre l'Axe en Europe, puis à l'URSS, après l'offensive allemande de juin 1941. Le 12 août de la même année, Roosevelt signe avec Winston Churchill la Charte de l'Atlantique qui condamne les forces de l'Axe et réaffirme les principaux principes énoncés par Wilson en 1918.
- L'attaque japonaise contre la base américaine de Pearl Harbor entraîne l'entrée en guerre des États-Unis qui mettent en place une gigantesque industrie de guerre. Le Victory Program adopté en janvier 1942 et l'engagement militaire américain en Asie, puis en Afrique du Nord et en Europe, expliquent en grande partie le recul puis la défaites des forces de l'Axe. Les États-Unis montrent ainsi leur supériorité dans les domaines financier, industriel et technologique. Durant tout le conflit, le président Roosevelt peut

développer une diplomatie de superpuissance assumée au cours des conférences de Téhéran (1943) ou de Yalta (février 1945), au cours desquelles il rencontre Churchill et Staline. La décision de son successeur, Harry Truman, d'utiliser deux bombes atomiques contre Hiroshima et Nagasaki en 1945, témoigne de la volonté des États-Unis de montrer leur puissance au monde entier, et en particulier à l'URSS, que l'Amérique n'a pas l'intention de laisser imposer son influence en Asie.

II Les États-Unis, chefs de file du " monde libre " (1945-1991)

1. Un modèle économique, politique et culturel assumé

- En 1945, les États-Unis détiennent 65% du stock d'or mondial et représentent plus de la moitié de la production industrielle de la planète. Les institutions nées de la conférence de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale, leur permettent de dominer un nouvel ordre économique et financier fondé sur le dollar. Les accords du GATT, signés en 1947, favorisent l'essor du libre-échange et bénéficient au premier chef aux multinationales américaines. Sur le plan diplomatique, la guerre a également marqué un tournant : les États-Unis assument leur puissance en impulsant un nouvel ordre politique international. L'ONU est fondée par la conférence de San Francisco, en 1945, et l'année suivante, son siège est installé à New York.
- Dès le lendemain de la guerre, l'alliance entre les États-Unis et l'URSS disparaît et l'opposition idéologique entre les deux grands modèles s'affirme. Face à l'extension communiste en Europe de l'Est, le Président Truman expose en 1947 sa doctrine de "l'endiguement" ("containment") et propose une vision du monde duale : d'un côté, le "monde libre", que les États-Unis représentent et doivent défendre ; de l'autre, le camp communiste, représentant le totalitarisme et le non-respect des libertés individuelles. La "doctrine Truman" est concrètement mise en œuvre la même année, par l'intermédiaire du "plan Marshall", consistant en une aide économique proposée à tous les pays d'Europe qui souhaitent "rester libres" : l'URSS refuse cette aide, suivie par les démocraties populaires, mais 12 pays européens acceptent. La diffusion du "modèle américain" passe également par l'expansion de l'American way of life, un modèle de consommation mais aussi un mode de vie largement relayé dans le monde occidental par la puissante industrie hollywoodienne.
- À partir de la fin des années 1940, les États-Unis n'hésitent plus à intervenir hors de leurs frontières pour défendre leur vision du monde contre l'extension du communisme. Avec les pays d'Europe, ils créent l'OTAN à la suite de la crise de Berlin (1948-1949). En Asie, ils interviennent militairement au cours de la guerre de Corée (1950-1953). Le président Eisenhower développe sa doctrine du "refoulement" ("roll back"), alors que les Américains doivent tenir compte du fait que les Soviétiques et les Chinois possèdent à présent l'arme atomique. Partout dans le monde, les États-Unis concluent des alliances défensives avec leurs alliés - OTASE, ANZUS, Pacte de Bagdad et Pacte de Rio. C'est la "pactomanie". Face au modèle communiste, les États-Unis parviennent à s'imposer, y compris dans la course à l'espace dans laquelle les soviétiques semblent prendre une avance jusqu'aux années 1960. En 1962, le président Kennedy se montre ferme, contraignant les soviétiques à reculer au terme de la crise de Cuba. Toutefois, les États-Unis ne parviennent pas à éliminer le régime de Fidel Castro.

2. Le temps des incertitudes, des années 1960 aux années 1980

- Les années suivantes sont marquées par un ébranlement de la suprématie américaine. On assiste à une poussée communiste en Asie (Vietnam, Laos et Cambodge basculent

dans le camp communiste) ainsi qu'en Afrique. Les États-Unis doivent également faire face à des guérillas castristes en Amérique latine, où ils soutiennent des dictatures militaires pour éviter l'arrivée au pouvoir de régimes hostiles dans leur "chasse gardée". En 1979, les Soviétiques entrent en Afghanistan pour aider le pouvoir pro-soviétique menacé par la guérilla islamiste. Le président américain Jimmy Carter décrète des mesures de représailles contre l'URSS et les négociations sur la limitation des armements sont enrayées. Mais il est affaibli par la prise en otage de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1979, et son impuissance face à un régime islamiste qui désigne les États-Unis comme son ennemi. De même, la fin de son mandat est marquée par la prise de pouvoir des sandinistes au Nicaragua.

- Les années 1960 marquent à la fois l'apogée du modèle américain, et ses limites. Le modèle de l'American way of life ne dissimule pas les problèmes de la société américaine : la pauvreté concerne des dizaines de millions d'américains, en particulier la minorité noire et les nouveaux arrivants d'origine hispaniques. La ségrégation entre les Blancs et les Noirs entraîne le développement de mouvements de protestation pacifiques (le pasteur Martin Luther King) ou plus radicaux, dans les années 1960 (les "Black Panthers", et le leader noir Malcolm X). Une partie de la jeunesse américaine et européenne conteste la guerre menée par les États-Unis au Vietnam. Enfin, certains jeunes refusent le mode de vie américain et se retrouvent dans un mode de vie marginal et contestataire, comme le mouvement "hippy". Au début des années 1970, le scandale du Watergate contraint le Président Nixon à la démission. La crise sociale se double alors d'une crise politique, qui remet en cause le leadership mondial des États-Unis.
- L'image des États-Unis est enfin écornée par la crise économique mondiale qui marque la fin du "modèle fordiste" aux États-Unis comme en Europe. L'Amérique est de moins en moins perçue comme un Eldorado et le modèle libéral qu'elle incarne est dénoncé par ses détracteurs comme responsable des désordres économiques et financiers mondiaux. De la fin des années 1970 au début des années 1980, les analyses se multiplient sur le "déclin américain", tant sur le plan monétaire que sur la capacité du pays à conserver son leadership en terme de production et de commerce.

3. "America is back"

- Les années 1980 marquent le retour en force du modèle américain. Sur le plan économique, le président Reagan (1981-1988) rejette les politiques keynésiennes en faveur d'une politique très libérale. Le chômage diminue et certains pays européens calquent leur politique sur celle des États-Unis (Margaret Thatcher, en Grande-Bretagne). La "croisade" contre le communisme - l' "Empire du mal" - reprend et les Américains montrent rapidement leur supériorité technologique face à l'URSS. Les dépenses d'armement augmentent et Reagan lance l'Initiative de défense stratégique (IDS), surnommée "Star Wars" par la presse, qui donnerait un avantage définitif aux États-Unis si elle aboutissait.
- En Amérique latine, en Afrique et en Asie, les États-Unis soutiennent des guérillas hostiles aux gouvernements soutenus par l'URSS. Les Américains soutiennent ainsi les différents mouvements de résistance afghans contre l'Armée Rouge intervenue en 1979 pour soutenir le régime pro-communiste de Kaboul. La "doctrine Reagan" entraîne également en 1983 une intervention militaire des États-Unis sur l'île de la Grenade où un gouvernement composé de "gangsters gauchistes" soutenus par Cuba est renversé.
- Les Soviétiques ne peuvent plus suivre les américains dans cette nouvelle course aux armements. Mikhaïl Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985 et soucieux de réformer son pays, négocie avec les États-Unis des accords sur le contrôle des armes nucléaires - après un premier sommet à Genève, en 1985, les accords Washington sont signés

en 1987. Sous la présidence de Georges Bush, les régimes communistes d'Europe de l'Est s'effondrent (1989) et l'URSS éclate (1991). Les États-Unis deviennent la seule superpuissance au monde. Le début des années 1990 semble marquer le triomphe du modèle américain.

III Une hyperpuissance contestée (de 1991 à nos jours)

1. Les États-Unis, seule superpuissance

- À partir du début des années 1990, les États-Unis n'ont plus de rivaux sur la scène internationale. Dans un ouvrage paru en 2000, le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine affirme que la notion de "superpuissance", "trop exclusivement militaire", ne suffit plus pour désigner leur situation. Il emploie celui de "hyperpuissance" pour montrer que "la suprématie américaine d'aujourd'hui s'exprime aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse.". Ils sont en effet le seul État au monde à disposer à la fois du soft power et du hard power.
- Le mandat du président George Bush (1989-1992) est principalement marqué par la guerre du Golfe (1990-1991). L'opération "Tempête du désert", destinée à libérer le Koweït envahi par l'Irak, est la première opération militaire décidée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU depuis 1950. Le président Bush évoque "un nouvel ordre mondial" et "une période historique de coopération". Toutefois, la coalition menée par les Américains n'intervient pas lorsque Saddam Hussein massacre les populations kurdes et chiites d'Irak et certains observateurs soulignent que les Alliés sont intervenus principalement pour défendre leurs intérêts stratégiques dans le Golfe. Néanmoins, l'idée prévaut au sein de l'administration américaine que les intérêts des États-Unis seront d'autant mieux préservés qu'ils agiront dans le cadre d'alliances les plus larges possibles.
- La politique d'enlargement menée par Bill Clinton (1993-2000) mêle un multilatéralisme affiché à un certain retour à l'isolationnisme. L'intervention Restore Hope en Somalie (1993) se solde par un échec, mais elle est néanmoins lancée en application d'une résolution des Nations Unies. De même, c'est sous l'égide de l'ONU que les Américains font cesser la guerre civile en Bosnie (1995) et au Kosovo (1999). Les États-Unis facilitent également le processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Leur rapprochement avec la Chine et leurs efforts conduisant à la création de l'Organisation mondiale du commerce (1995) s'expliquent par la volonté de l'administration Clinton de pacifier le monde en intégrant le plus grand nombre d'États dans le libre-échange. Toutefois, le Sénat républicain revient à un certain isolationnisme lorsqu'il refuse de ratifier le traité sur l'interdiction des essais nucléaires (1996), les accords de Kyoto (1997) et le traité de Rome instituant une Cour pénale internationale (1998).

2. Les conséquences du 11 septembre

- L'entourage de George W. Bush (2001-2009) est influencé par le néoconservatisme selon lequel les États-Unis doivent utiliser leur puissance pour promouvoir la démocratie et "remodeler" le monde, y compris par la force. A la suite des attentats du 11 septembre, le Président Bush réoriente la politique étrangère américaine. Il désigne certains États "ennemis", la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak et leurs alliés comme formant "l'axe du mal" (le terme de "États-voyous" ou "Rogue States" est également employé). L'intervention en Afghanistan en 2001 est largement soutenue par la communauté internationale. Mais au début de l'année 2003, Bush annonce son intention de renverser

Saddam Hussein, le dictateur irakien, que les États-Unis accusent de soutenir le terrorisme international et de dissimuler des armes de destruction massive. Certains alliés traditionnels des Américains s'opposent à une intervention militaire, la France et l'Allemagne en particulier, mais également plusieurs États d'Amérique latine.

- Une coalition menée par les Américains envahit pourtant l'Irak, sans mandat de l'ONU. Cette opération entraîne un retour à l'unilatéralisme américain et met fin à l'espoir d'un "nouvel ordre mondial" fondé sur le multilatéralisme souhaité par le président George Bush au début des années 1990. La guerre d'Irak divise la communauté internationale et la politique étrangère des États-Unis suscite de vives critiques. L'efficacité de cette politique est d'autant plus remise en cause que le terrorisme n'est pas éradiqué. En revanche, l'influence américaine se renforce en Europe de l'Est : plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique entrent dans l'OTAN en 2004.
- L'image de l'Amérique est également ternie par le sort des prisonniers internés à Guantanamo. L'antiaméricanisme croissant, les difficultés rencontrées en Irak et en Afghanistan et l'essor de courants anti-interventionnistes aux États-Unis contraignent l'administration Bush à infléchir sa politique vers plus de multilatéralisme, à partir de 2006. Les États-Unis privilégient depuis lors les interventions indirectes - frappes de drones, contre-terrorisme, formation de forces armées locales, etc. - et en 2008, Georges W. Bush prononce à plusieurs reprises le mot "multilatéral" dans un discours à l'ONU où il plaide pour une solidarité internationale face au terrorisme.

3. Barack Hussein Obama : le multilatéralisme souple

- Élu en 2008, Barack Obama souhaite changer l'image de l'Amérique dans le monde. Opposé à la guerre en Irak, il annonce le désengagement progressif des troupes américaines et s'affirme partisan du multilatéralisme. Dans son discours prononcé au Caire en 2009, intitulé "A new beginning", il annonce vouloir dialoguer avec les "islamistes modérés" et se montre critique à l'égard d'Israël à propos de la question palestinienne. Le nouveau président affirme également sa volonté de s'impliquer davantage dans les organisations internationales et d'œuvrer en faveur du désarmement nucléaire et de l'environnement.
- Pour certains spécialistes, il ne s'agit pas véritablement d'un tournant dans la politique étrangère américaine, mais de la mise en œuvre d'une politique plus pragmatique dont l'objectif serait de restaurer l'image des États-Unis dans le monde et de rassurer une opinion américaine majoritairement favorable à un désengagement militaire. Conscient des difficultés économiques du pays et de son relatif déclin face à la montée de nouvelles puissances, Obama tente ainsi de convaincre les alliés traditionnels des États-Unis de s'impliquer davantage dans l'OTAN et laisse les Français et les Britanniques mener les frappes contre l'armée libyenne en 2011.
- Dans un monde devenu multipolaire et où le leadership des États-Unis est de plus en plus contesté, la priorité de l'administration américaine est de maintenir l'avance technologique du pays afin de conserver leur puissance actuelle et future. Le concept de smart power, officiellement défendu par la secrétaire d'État Hilary Clinton, montre que les États-Unis n'entendent pas renoncer à leur puissance militaire et diplomatique, mais rompre avec le discours messianique et l'utilisation systématique de la coercition qui avaient caractérisé l'administration Bush.